

début, l'orientation donnée à l'approche définie que nous avons adoptée.

Cette approche se fondait sur la reconnaissance du fait que le changement n'interviendrait pas sans le recours aux pressions, et que des pressions ne sont véritablement efficaces que si elles sont exercées collectivement et de façon constante.

Se contenter d'exprimer sa désapprobation produirait fort peu de résultats, s'agissant d'un régime aussi retranché dans ses positions, aussi convaincu et aussi effrayé de l'idée qu'accepter le changement serait tout abandonner. Et de fait, pendant vingt-cinq ans, les pays occidentaux ont dénoncé très haut l'apartheid, mais sans se montrer bien menaçants, et le système n'a pas changé. Ce n'est que lorsque les nations ont commencé ensemble à imposer des sanctions que l'opposition à l'apartheid a pu véritablement être prise au sérieux. Certains Canadiens ont fait valoir que nous aurions dû imposer des sanctions complètes et rompre totalement nos relations diplomatiques. Pour sa part, notre gouvernement est d'avis qu'une rupture complète de ce genre ne devrait s'effectuer que lorsque tout le reste a échoué, et que plus aucune voie pouvant mener à un changement pacifique ne reste ouverte.

Si nous avions rompu complètement nos relations avec l'Afrique du Sud, notre influence aurait trouvé son terme dans cette unique action d'éclat. Notre capacité de venir en aide aux ennemis de l'apartheid à l'intérieur même de l'Afrique du Sud aurait été brutalement réduite si notre ambassade avait été fermée. La possibilité qui nous est donnée de surveiller les événements aurait disparu. L'influence que nous exerçons auprès de pays amis pour organiser des pressions conjointes aurait été affaiblie.

Notre objectif a consisté à favoriser le changement; il n'a pas été de punir. Et les mesures que nous avons adoptées ont eu pour but un changement d'attitude. Des décennies de préjugés ne peuvent être effacées du jour au lendemain, pas plus que la structure du pouvoir ne pourra se transformer en un instant.

C'est pourquoi l'approche que nous avons poursuivie était d'exercer des pressions conséquentes et constantes dans le but de déclencher un processus de changement pacifique en Afrique du Sud.

Nous avons été parfois en désaccord avec d'autres pays, notamment le Royaume-Uni, sur l'efficacité de ces sanctions. La position de ces pays, pour la décrire brièvement, était que les sanctions restent sans effet et qu'elles nuisent aux plus nécessaires. La position que nous avons adoptée est que les sanctions sont nécessaires pour convaincre le régime sud-africain